Duplicata

GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE LIMOGES

18 PLACE WINSTON CHURCHILL (B.P.3130)
87031 LIMOGES CEDEX
TEL : 05.55.34.60.75
MINITEL : 3617 INFOGREFFE - www.infogreffe.fr

RECEPISSE DE DEPOT

BARRIERE CROUZET
10 boulevard PUYBLANC
BP 80163
19105 BRIVE LA GAILLARDE CEDEX

V/REF :
N/REF : 2008 B 263 / 2008-A-2742

Le Greffier du Tribunal de Commerce DE LIMOGES certifie qu'il a reçu le 15/10/2008,

Statuts mis à jour

P.V. d'assemblée du 12/09/2008
- Augmentation de capital

Contrat d'apport

Concernant la société

L.S.H.
Société à responsabilité limitée
4 rue Joseph et André Massie
87000 Limoges

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2008-A-2742 le 15/10/2008

R.C.S. LIMOGES 503 930 687 (2008 B 263)

Fait à LIMOGES le 15/10/2008,

Le Greffier

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA HTE-VIENNE
LIMOGES

LE SCEAU CI-DESSUS DE COULEUR BLEUE SIGNIFIE QUE VOUS ÊTES EN PRÉSENCE D'UN ORIGINAL ÉMANANT DU GREFFE

L.S.H.
Société à responsabilité limitée
au capital de 2 000 euros
Siège social : 4 rue Joseph et André Massié
87000 LIMOGES
RCS LIMOGES B 503 930 687

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 12 SEPTEMBRE 2008

L'an 2008
Le 12 Septembre
A 14 heures 30,

Les associés de L.S.H., société à responsabilité limitée au capital de 2 000 euros, divisé en 20 parts de 100 euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, 4 rue Joseph et André Massié 87000 LIMOGES, sur convocation de la gérance.

Il est établi une feuille de présence signée par les associés présents en entrant en séance.

Sont présents :

Monsieur Ludovic AUROUSSEAU, propriétaire de 10 parts sociales
Monsieur Stéphane BOBIER, propriétaire de 10 parts sociales

seuls associés de la Société et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales composant le capital de la Société.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Stéphane BOBIER, gérant associé.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport de la gérance,
- Approbation d'un apport en nature consenti à la Société, de son évaluation et de sa rémunération,

SB L.A

- Augmentation du capital social de 400 000 euros par apport en nature,
- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital,
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la feuille de présence,
- le rapport de la gérance,
- le rapport du commissaire aux apports,
- le contrat d'apport conclu le 29 Aout 2008 avec Monsieur Stéphane BOBIER et Monsieur Ludovic AUROUSSEAU
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

Il rappelle que le rapport du commissaire aux apports a été déposé au Greffe du Tribunal de commerce de LIMOGES le 28 août 2008 et tenu à la disposition des associés dans les délais réglementaires.

L'Assemblée lui donne acte de ces déclarations.

Il est ensuite donné lecture du rapport de la gérance, du contrat d'apport et du rapport du commissaire aux apports.

Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture :

- d'un contrat d'apport en date à LIMOGES (87) du 29 juillet 2008.aux termes duquel Monsieur Stéphane BOBIER et Monsieur Ludovic AUROUSSEAU font apport à la Société des **400** Actions qu'ils détiennent dans la Société LS DEVELOPPEMENT, Société par actions simplifiée au capital de 80 000 euros dont le siège social est situé 1, Cours Gay Lussac 87000 LIMOGES immatriculée au RCS de LIMOGES sous le numéro 481 305 852 le tout évalués à 400 000 euros,

- du rapport de Monsieur Philippe ROLLET, commissaire aux apports désigné par ordonnance de M. le Président du Tribunal de commerce de LIMOGES en date du 15 Juillet 2008,

SB L.A.

Approuve cet apport et l'évaluation qui en a été faite.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du contrat d'apport et du rapport de la gérance, décide à titre de rémunération des apports approuvés au titre de la première résolution d'augmenter le capital social de 400 000 euros pour le porter de 2 000 euros à 402 000 euros, au moyen de la création de 4 000 parts sociales nouvelles de 100 euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 21 à 4020 et attribuées ainsi qu'il est indiqué ci-après.

Les parts sociales nouvelles seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux parts anciennes et jouiront des mêmes droits à compter De ce jour.

Les 4 000 parts sociales nouvelles sont attribuées en totalité aux apporteurs, lesquels, déclarent pour ce qui concerne Monsieur Stéphane BOBIER que les titres apportés dépendent de la communauté de biens existant entre lui et Madame Maud BOBIER née FARGHEN, mais que son conjoint a renoncée dans l'acte d'apport, à la qualité d'associée.

L'Assemblée Générale déclare et constate donc que les parts sociales nouvelles sont intégralement libérées et qu'elles sont attribuées en totalité comme suit :

à Monsieur Stéphane BOBIER 200 parts sociales numérotées 21 à 2 020
à Monsieur Ludovic AUROUSSEAU 200 parts sociales numérotées 2 021 à 4 020

.
Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

En conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, l'Assemblée Générale constate que l'augmentation de capital est définitivement réalisée et décide de modifier ainsi qu'il suit les articles 6, 7 et 8 des statuts :

ARTICLE 6 - APPORTS

Il est ajouté l'alinéa suivant :

"Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 12 Septembre 2008, le capital social a été augmenté d'une somme de 400 000 euros par apport effectué par Monsieur Stéphane BOBIER et Monsieur Ludovic AUROUSSEAU de 400 Actions détenues dans la Société LS DEVELOPPEMENT le tout évalué à 400 000 euros."

SB L.A

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à **QUATRE CENT DEUX MILLE** euros (**402 000** euros).

Il est divisé en 4 020 parts sociales de 100 euros chacune, entièrement libérées.

Le reste de l'article reste inchangé

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

à Monsieur Ludovic AUROUSSEAU,..... 2 010 parts sociales numérotées de 1 à 10 et de 2 021 à 4 020 inclus,

à Monsieur Stéphane BOBIER,.....2 010 parts sociales numérotées de 11 à 20 et de 21 à 2 020 inclus,

Total égal au nombre de parts composant le capital social : .....4 020 parts sociales

Les associés déclarent que les 4 020 parts sociales représentant le capital social ont été souscrites en totalité par eux, qu'elles sont toutes libérées intégralement et qu'elles sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le lecture par le gérant.

Enregistré à : S.I.E.C DE LIMOGES EST
Le 03/10/2008 Bordereau n°2008/1 419 Case n°8 Ext 5186
Enregistrement : 500 € Pénalités :
Total liquidé : cinq cents euros
Montant reçu : cinq cents euros
L'Agente
Geneviève ROY
agente administrative principale

Monsieur Ludovic AUROUSSEAU

L. AUROUSSEAU

Monsieur Stéphane BOBIER

SB

CONTRAT D'APPORT

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- **Monsieur Stéphane BOBIER,**

Né le 16 mars 1975 à MONTEREAU FAULT YONNE,
De nationalité française,

et

Madame Maud BOBIER née FARGHEN, son épouse
née le 16 janvier 1974 à NANTES, de nationalité française,

Mariés ensemble sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à MOUTIER D'AHUN (Creuse) le 21 septembre 2002,

Demeurant ensemble 2 route de la Châtre 23270 LADAPEYRE

- **Monsieur Ludovic AUROUSSEAU**

Né le 4 juillet 1971 à DESERTINES (03)
de nationalité française
Célibataire non soumis à un pacte civil de solidarité
Demeurant 5 Rue du Ruisseau 03190 ESTIVAREILLES

Ci-après dénommés "**les apporteurs**"

D'une part,

ET :

La société **L.S.H.**,

société à responsabilité limitée au capital de 2 000 euros,
ayant son siège social 4 rue Joseph et André Massié, 87000 LIMOGES,
dont le numéro d'identification est 503 930 687 RCS LIMOGES,

Représentée par Monsieur Stéphane BOBIER son Gérant, régulièrement habilité à l'effet des présentes ainsi qu'il le déclare,

Ci-après dénommée "**la société bénéficiaire**",

D'autre part,

SB L.A MB

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

DESCRIPTION DES APPORTS :

- **Monsieur Stéphane BOBIER** apporte à la société L.S.H., sous les garanties ordinaires et de droit, ce qui est accepté pour ladite Société par Monsieur Stéphane BOBIER, ès-qualités, les biens ci-après désignés et évalués comme suit :

200 Actions qu'il détient dans la Société LS DEVELOPPEMENT, Société par actions simplifiée au capital de 80 000 euros dont le siège social est situé 1, Cours Gay Lussac 87000 LIMOGES immatriculée au RCS de LIMOGES sous le numéro 481 305 852 .....**le tout évalué à la somme de 200 000 euros**

- **Monsieur Ludovic AUROUSSEAU** apporte à la société L.S.H., sous les garanties ordinaires et de droit, ce qui est accepté pour ladite Société par Monsieur Ludovic AUROUSSEAU, ès-qualités, les biens ci-après désignés et évalués comme suit :

200 Actions qu'il détient dans la Société LS DEVELOPPEMENT, Société par actions simplifiée au capital de 80 000 euros dont le siège social est situé 1, Cours Gay Lussac 87000 LIMOGES immatriculée au RCS de LIMOGES sous le numéro 481 305 852 .....**le tout évalué à la somme de 200 000 euros**

REMUNERATION DE L'APPORT

Les parts sociales nouvelles seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux parts anciennes et jouiront des mêmes droits à compter du **01/09/2008** et seront attribuées comme suit :

Monsieur Stéphane BOBIER..... ...2 000 parts sociales de 100 euros chacune

Monsieur Ludovic AUROUSSEAU.....2 000 parts sociales de 100 euros chacune

Conformément à la loi, Monsieur Stéphane BOBIER gérant de la société L.S.H., déclare que les parts nouvelles seront attribuées comme il est indiqué ci-dessus et seront intégralement libérées.

Monsieur Stéphane BOBIER et Monsieur Ludovic AUROUSSEAU apporteurs, reconnaissent la sincérité de cette déclaration.

DECLARATIONS

Monsieur Stéphane BOBIER déclare que conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code civil, les biens apportés dépendent de la communauté avec son épouse Madame Maud BOBIER née FARGHEN.

Madame Maud BOBIER née FARGHEN averti des conditions de l'apport comparait au présent acte et déclare ne pas vouloir devenir personnellement associé.

SB L.A MB

VERIFICATION ET APPROBATION DE L'APPORT

L'apport qui précède ne deviendra définitif qu'au jour de sa vérification et de son approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés qui statuera au vu d'un rapport établi par un commissaire aux apports.

Ces vérification et approbation devront intervenir au plus tard le 30 Septembre 2008; à défaut de quoi, le présent acte sera considéré comme non avenu, sans indemnité de part ni d'autre.

FISCALITE

Le présent apport est placé sous le régime du sursis d'imposition en matière de plus values tel que prévu par les articles 150-O-B ET 150-O-D 9 et 10 du CGI

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- les apporteurs en leur domicile tel qu'indiqué en tête des présentes,
- la société bénéficiaire en son siège social indiqué en tête des présentes.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites sont à la charge de la société bénéficiaire, qui s'oblige à les payer.

Fait à LIMOGES

Le 17/09/08

En 7 exemplaires

Monsieur Stéphane BOBIER

Monsieur Ludovic AUROUSSEAU

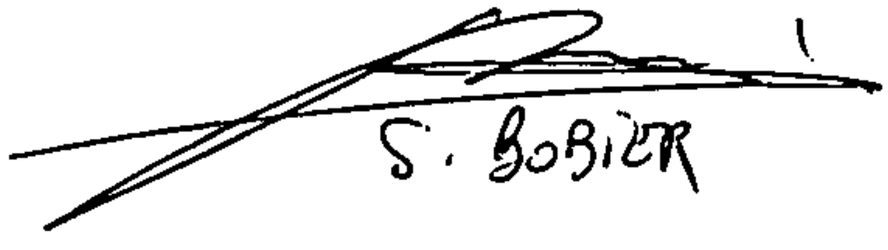
L. Aurousseau.

Madame Maud BOBIER née FARGHEN

L.S.H.
Société à responsabilité limitée
au capital de 402 000 euros
Siège social : 4 rue Joseph et André MASSIE
87000 LIMOGES

STATUTS

Pour copie certifiée conforme,
La Gérance



Mis à jour suite à A.G.E. en date du 12 septembre 2008

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé, entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet :

- La gestion de toutes valeurs mobilières dont la société pourra devenir propriétaire par voie d'achat, d'apport, d'échange ou tout autre moyen,

- la fourniture de prestations de services notamment de conseils, de prestations comptables et sociales en matière de direction générale, gestion des ressources humaines,

- la fourniture de toutes prestations de services notamment de conseil, ingénierie, auprès de toutes personnes physiques ou morales apparentées ou non à la société,

- La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités

- et plus généralement, toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, économiques ou juridiques, financières, civiles ou commerciales, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à cet objet ou à tout objet similaire, connexe ou complémentaire

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : **L.S.H.**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **4 rue Joseph et André MASSIE, 87000 LIMOGES.**

Il pourra être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe par une simple décision de la gérance, sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale extraordinaire, et en tout autre lieu en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

Lors de la constitution de la société, il a été fait apport en numéraire de la somme de 2 000 euros.....	2 000 euros
Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 12 Septembre 2008, le capital social a été augmenté d'une somme de 400 000 euros par apport effectué par Monsieur Stéphane BOBIER et Monsieur Ludovic AUROUSSEAU de 400 actions détenues dans la Société LS DEVELOPPEMENT le tout évalué à 400 000 euros.....	400 000 euros
Total des apports.....	402 000 euros

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à **QUATRE CENT DEUX MILLE** euros (402 000 euros).

Il est divisé en 4 020 parts sociales de 100 euros chacune, entièrement libérées.

Toute modification du capital social sera décidée et réalisée dans les conditions et avec les conséquences prévues par les dispositions légales et réglementaires.

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

à Monsieur Ludovic AUROUSSEAU,..... numérotées de 1 à 10 et de 2 021 à 4 020 inclus,	2 010 parts sociales
à Monsieur Stéphane BOBIER, ... numérotées de 11 à 20 et de 21 à 2 020 inclus,	2 010 parts sociales
Total égal au nombre de parts composant le capital social :	.....4 020 parts sociales

Les associés déclarent que les 4 020 parts sociales représentant le capital social ont été souscrites en totalité par eux, qu'elles sont toutes libérées intégralement et qu'elles sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus.

ARTICLE 9 - COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 10 -CESSION - TRANSMISSION - LOCATION DES PARTS SOCIALES

1 - Cession entre vifs.

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Les parts sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou gratuit, à des tiers non associés et quel que soit leur degré de parenté avec le cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Ce consentement est donné dans les conditions et modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

2 - Revendication par le conjoint de la qualité d'associé.

La qualité d'associé est reconnue au conjoint commun en biens pour la moitié des parts souscrites ou acquises au moyen de fonds communs s'il notifie à la Société son intention d'être personnellement associé.

Si la notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux. Si le conjoint exerce son droit de revendication postérieurement à la réalisation de la souscription ou de l'acquisition, il devra être agréé selon les conditions prévues ci-dessus pour les cessions de parts sociales. L'époux associé sera alors exclu du vote et ses parts ne seront pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les deux mois de sa demande ; à défaut, l'agrément est réputé acquis. En cas de refus d'agrément régulièrement notifié, l'époux associé le reste pour la totalité des parts de la communauté. Les notifications susvisées sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

3 - Transmission par décès.

En cas de décès d'un associé, la Société continue avec les associés survivants. L'héritier a droit à la valeur des droits sociaux de son auteur.

La valeur des droits sociaux est déterminée au jour du décès conformément à l'article 1843-4 du Code civil.

4. Dissolution de communauté du vivant de l'associé.

En cas de liquidation de communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre un associé et son conjoint, l'attribution de parts communes au conjoint qui ne possédait pas la qualité d'associé est soumise à l'agrément dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément d'un tiers non associé.

5 - Location des parts sociales.

La location des parts sociales est interdite.

ARTICLE 11 - GERANCE

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Le ou les premiers gérants sont nommés par les associés dans un acte séparé aussitôt après la signature des statuts.

En cours de vie sociale, le ou les gérants sont nommés par décision d'un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.
Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La Société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Tout gérant, associé ou non, nommé dans les statuts ou en dehors d'eux, est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Le gérant peut démissionner de ses fonctions à charge pour lui d'informer chacun des associés au moins trois mois à l'avance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le décès ou le retrait du gérant n'entraîne pas la dissolution de la Société.

ARTICLE 12 - DECISIONS COLLECTIVES

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée ou par consultation écrite des associés. Elles peuvent aussi résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont, selon les cas, convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants, à la condition expresse de ne porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si elles ont été adoptées :

- à l'unanimité, en cas de changement de nationalité de la Société, d'augmentation des engagements d'un associé ou de transformation de la Société en société en nom collectif, en société en commandite simple ou par actions, en société par actions simplifiée ou en société civile,

- à la majorité en nombre des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, en cas d'agrément de nouveaux associés ou d'autorisation de nantissement des parts,

- par des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, s'il s'agit d'augmenter le capital par incorporation de bénéfices ou de réserves.

Pour toutes les autres modifications statutaires, l'assemblée ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des parts et, sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci. A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, les modifications sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux. Il peut se faire représenter par un autre associé, sauf si les associés sont au nombre de deux, ainsi que par un tiers non associé.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats, où il est réservé à l'usufruitier.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux assemblées générales.

ARTICLE 13 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article L. 223-35 du Code de commerce.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leur mission dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 14 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 01 Décembre et finit le 30 novembre.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le **30 Novembre 2008**.

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), l'inventaire, le rapport de gestion et les rapports spéciaux de la gérance ainsi que, le cas échéant, les rapports du Commissaire aux Comptes sont établis conformément aux lois et règlements en vigueur et sont soumis à l'approbation des associés dans les conditions prévues par ces lois et règlements.

ARTICLE 15 -AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

L'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'Assemblée Générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividendes. La part de chaque associé est proportionnelle au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

ARTICLE 16 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 17 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

A l'expiration du terme statutaire de la durée de la Société et en cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, la Société entre en liquidation.

La liquidation de la Société est régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture, mais il est également prévu ce qui suit :

La liquidation est faite par le ou les gérants alors en fonction à moins qu'une décision collective ne désigne un autre liquidateur.

Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable et acquitter le passif. Il peut être autorisé par les associés à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Ces dispositions ne sont pas applicables si l'associé unique est une personne physique.

Le tout sauf décision contraire de la collectivité des associés.

ARTICLE 18 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La transformation de la Société en une société commerciale d'une autre forme ou en société civile peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité et selon les modalités requises par la loi.

ARTICLE 19 - CONTESTATIONS

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.